

COMMUNICATION FINANCIÈRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Au 30 JUIN 2016

COMPTES SOCIAUX

Au 30 JUIN 2016

CDG Capital
Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan,
Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)
Fax : 05 37 66 52 00
E-mail : comfi@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

CDG CAPITAL
GROUPE CDG

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 : CONFORMITE AUX NORMES IFRS

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « États financiers consolidés », les états financiers consolidés de CDG Capital sont préparés depuis le 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007, en conformité avec les normes comptables internationales, adoptées par l'Union Européenne.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, CDG Capital applique :
 - les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit tel qu'il a été modifié ;
 - le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
 • les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
 • les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NOTE 2 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :
 - Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente et instruments dérivés ;
 - Coût historique : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes et pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles.

Bases de présentation

Le référentiel IFRS ne prévoit pas de modèle particulier pour la présentation des états financiers. Pour les établissements de crédit et activités assimilées, il y a lieu de retenir une présentation de l'état de la situation financière par ordre de liquidité. CDG Capital retient pour ses états financiers consolidés le modèle indiqué par Bank Al Maghrib au niveau du Chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

METHODES D'EVALUATION GENERALES

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

-Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Electricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands Travaux de Construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Éléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus à des fins locatives et/ou pour valoriser le capital, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou pour les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

2. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au Groupe. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs, au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au niveau de l'état de la situation financière en tant qu'obligation issue du contrat de location financement, en passifs financiers.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location financement, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

Pour les contrats de location simple où le Groupe est preneur, les paiements effectués (autres que les coûts de services tels que l'assurance et la maintenance) sont comptabilisés en charges dans l'état du résultat global sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

3. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwills et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur correspond aux différentes entités identifiées.

Lorsque la valeur recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au niveau de l'état de la situation financière du Goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et du calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash-flow normatif à l'infini. Les taux d'actualisation retenus pour ces calculs sont les coûts moyens pondérés du capital.

4. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs non courants destinés à être cédés satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit être engagée dans un plan de vente et que cette dernière soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif, ou le groupe d'actifs, a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêté s'il est engagé dans un processus de sortie d'actifs ou d'activités et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs non courants destinés à être cédés ».

Ces actifs non courants détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au niveau de l'état de la situation financière. Les éventuelles dettes liées à ces actifs non courants destinés à être cédés sont également présentées sur une ligne distincte au passif de l'état de la situation financière.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession, soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au niveau de l'état du résultat global, distinctement du résultat des activités poursuivies.

5. Instruments financiers

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Évaluation des titres

La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. A défaut, CDG Capital utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, CDG Capital retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ». Toutefois, une information est fournie en annexe.

Actifs et passifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers disponibles à la vente ;
- placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Selon la norme IAS 39 « Instruments financiers », ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction - affectation par nature, soit d'une option prise par CDG Capital.

Les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, permet de ne pas comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition (qui sont passés directement en résultat) et coupons courus inclus. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciation.

Placements détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie « Placements détenus jusqu'à l'échéance » (éligibles aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable. Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans).

Les titres comptabilisés dans cette catégorie sont évalués au coût amorti avec amortissement de la surcote /décote au taux d'intérêt effectif (létalement actuariel).

CDG Capital n'a pas retenu cette catégorie d'actifs financiers.

Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenu fixe ou déterminable. Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Activité de crédit

Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », ils sont évalués initialement à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie de l'état du résultat global.

Créances dépréciées

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue, égale à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions ou de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client. On distingue ainsi :

- les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances douteuses assorties de provisions et des créances restructurées pour cause de défaillance du client assorties de décotes ;
- les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 « Instruments financiers » comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :

- les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie de l'état du résultat global ;
- les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables «gains ou pertes latents ou différés». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- en cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

Dépréciation

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction. Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par l'état du résultat global ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

Dettes

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au niveau de l'état de la situation financière en dettes envers les établissements de crédits, en dettes envers la clientèle ou en dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au niveau de l'état de la situation financière pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés peut se résumer de la manière suivante :

- Application de la comptabilité de couverture : pour les couvertures de flux futurs de trésorerie (cash flow hedge), la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée directement en capitaux propres et la part inefficace impacte l'état du résultat global ;
- Dans le cas où la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » est sorti de l'état de la situation financière en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

6. Impôts différés

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des Goodwills.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

7. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

8. Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans l'état du résultat global pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

9. Produits nets de commissions sur prestations de services

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, tels certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, tels les commissions relatives aux activités de conseil, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée dans la rubrique Produits de commissions - Prestation de services et autres.

10. Charges de personnel

Cette rubrique comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment les rémunérations du personnel, ainsi que les charges sociales y afférentes.

11. Coût du risque

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques de l'état du résultat global correspondantes.

12. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ». Ils comprennent principalement les produits générés par les filiales de CDG Capital.

13. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto-détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instruments financiers ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

15. Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante d'une entreprise qui s'engage dans des activités susceptibles de lui faire percevoir des produits et supporter des charges, dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances.

16. Principes de consolidation

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable. La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue et des éventuelles pertes de valeur de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée, selon la méthode de la mise en équivalence, qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes, ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que Goodwill mais n'est pas présenté au niveau de l'état de la situation financière parmi les autres Goodwills du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées soit au coût soit conformément aux dispositions de IAS 39 « Instruments financiers ».

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un groupe destiné à être cédé, classé comme détenu en vue de la vente) sont comptabilisées conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

17. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition selon laquelle le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle.

Le coût d'acquisition est égal à la somme des justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le Goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

18. Goodwill

Le Goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le Goodwill est comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de perte de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au niveau de l'état de la situation financière. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et réestimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du Goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le Goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS ».

NOTE 3 : JUGEMENTS UTILISÉS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par le Management, notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Dépréciations des actifs ;
- Goodwill ;
- Instruments financiers évalués à leur juste valeur valeur (valorisation) ;
- Provisions pour risques et charges.

NOTE 4 : LISTE DES ENTITÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	30/06/2016		31/12/2015		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Private Equity	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Infrastructures	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

En milliers de DH

ACTIF	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 .1.1	849 357	180 744
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 .1.2	1 325 944	2 811 378
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers disponibles à la vente	5 .1.3	1 373 976	2 120 786
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 .1.4	766 387	397 730
Prêts et créances sur la clientèle	5 .1.5	879 168	936 557
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements détenus jusqu'à leur échéance			
Actifs d'impôt exigible		48 016	81 298
Actifs d'impôt différé		367	1 851
Comptes de régularisation et autres actifs		1 011 324	384 149
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5 .1.6	33 225	29 500
Immobilisations incorporelles	5 .1.7	54 612	58 923
Écarts d'acquisition		98 235	98 235
TOTAL ACTIF		6 440 612	7 101 151

5.1.1. Valeurs en caisses, banques centrales, Service des chèques postaux

	30/06/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	431	-	252	-
Banques centrales, SCP	848 927	-	180 492	-
Total	849 358	-	180 744	-

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	Valeur brute au 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 30/06/2016	Juste valeur au 30/06/2016
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 811 378	-	1 485 434	1 325 944	1 325 944
Total	2 811 378	-	1 485 434	1 325 944	1 325 944

5.1.3. Actifs financiers disponibles à la vente

	Valeur brute au 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Variation de juste valeur	Valeur brute au 30/06/2016	Juste valeur au 30/06/2016
Titres à revenus variables	66 472	654 835	550 160	2 744	173 892	173 894
Cotés	3 898	413 242	413 223	352	4 269	4 269
Non cotés	62 574	241 593	136 937	2 392	169 623	169 625
Titres à revenus fixes	2 053 002	1 362 139	2 223 646	8 590	1 200 084	1 200 084
Cotés						
Non cotés	2 053 002	1 362 139	2 223 646	8 590	1 200 084	1 200 084
Autres	1 312		1 312		-	-
Total	2 120 786	2 016 974	2 775 118	11 334	1 373 976	1 373 978

5.1.4. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

	Valeur brute au 31/12/2015	Valeur brute au 30/06/2016	Juste valeur au 30/06/2016
A vue	322 249	437 964	437 964
Comptes ordinaires	96 308	137 969	137 969
Prêts et comptes au jour le jour	225 941	299 995	299 995
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-	-
A terme	75 481	328 423	328 423
Prêts et comptes à terme	75 481	118 467	118 467
Prêts subordonnés et participants	-	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	209 956	209 956
Créances rattachées	-	-	-
Total Brut	397 730	766 387	766 387
Dépréciation	-	-	-
Total Net	397 730	766 387	766 387

5.1.5. Prêts et créances sur la clientèle

	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/2016	Total 31/12/2015
Crédits de trésorerie	93 531	297	211 331	532	305 691	380 782
- Comptes à vue débiteurs		297	10 808	532	11 638	48 082
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie	93 531		200 523		294 054	332 701
Crédits à la consommation				4 386	4 386	3 654
Crédits à l'équipement	20 000		441 390		461 390	504 665
Crédits immobiliers				1 890	1 890	1 976
Autres crédits			100 002		100 002	37 562
Créances acquises par affacturage						
Intérêts courus à recevoir			3 899		3 899	5 544
Créances en souffrance				10 549	10 549	10 775
- Créances pré -douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises				10 549	10 549	10 775
Dépréciation				-10 549	-10 549	-10 775
- Sur base individuelle				-10 549	-10 549	-10 775
- Sur base collective						
Valeurs reçues en pension						
Créances subordonnées						
Créances issues des opérations de location financement						
Créances relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés						
Autres créances	253			1 658	1 911	2 374
TOTAL	113 783	297	756 622	8 466	879 168	936 557

5.1.6. Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations corporelles

	Valeur brute au 31/12/2015	Acquisitions	Mises hors service et sorties	Valeur brute au 30/06/2016
Terrains et constructions	18 344			18 344
Matériel, outillage et transport	3 827	634	266	4 195
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	55 761	7 258	1 981	61 038
Autres	275	263	29	509
En-cours	-	-	-	-
Total	78 208	8 155	2 276	84 087

	Cumul amortissements au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 30/06/2016
Terrains et constructions	5 538	368		5 906
Matériel, outillage et transport	2 544	462		3 006
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	40 625	2 478	1 267	41 837
Autres		142	29	113
En-cours	-	-	-	-
Total	48 708	3 450	1 296	50 861

	Valeur nette au 31/12/2015	Valeur nette au 30/06/2016
Terrains et constructions	12 806	12 438
Matériel, outillage et transport	1 283	1 189
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	15 136	19 202
Autres	275	397
En-cours	-	-
Total	29 500	33 226

5.1.7 Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Dotation exercice	Valeur brute au 30/06/2016
Valeur brute	102 402	-	1 231	-	101 171
Amortissement	43 480			3 079	46 559
Valeur nette	58 922	-	1 231	3 079	54 612

5.2. PASSIF

	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1		53 314
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	110 037	892 031
Dettes envers la clientèle	5.2.3	3 604 509	2 827 805
Titres de créance émis	5.2.4	333 865	614 460
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		49 464	55 443
Passifs d'impôt différé		12 331	7 581
Comptes de régularisation et autres passifs		1 098 517	1 412 539
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	5.2.5	3 895	4 786
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie			
Capitaux propres		1 227 995	1 233 190
Capitaux propres part du groupe		1 227 995	1 233 190
Capital et réserves liées		500 000	500 000
Réserves consolidées		614 326	556 262
Gains ou pertes latents ou différés		9 888	3 069
Résultat de l'exercice		103 781	173 859
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		6 440 612	7 101 151

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	Valeur brute au 31/12/2015	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 30/06/2016	Juste valeur au 30/06/2016
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	53 314	-	53 315	-1	-1
Total	53 314	-	53 315	-1	-1

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2016	Total 31/12/2015
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	17 221	3 947	155		21 322	64 033
Valeurs données en pension						700 041
- au jour le jour						
- à terme						700 041
Emprunts de trésorerie	77 257	6 732			83 989	128 433
- au jour le jour						
- à terme	77 257	6 732			83 989	128 433
Emprunts financiers		4 692			4 692	-
Autres dettes		33			33	
Intérêts courus à payer	1				1	61
TOTAL	94 479	15 404	155	110 037	892 031	

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/2016	Total 31/12/2015
Comptes à vue créditeurs	1 151	1 620 461	141 552	22 165	1 785 329	1 245 978
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme	330 000	1 114 371		349 540	1 793 911	1 528 450
Autres comptes créditeurs			2 250		2 250	24 674
Intérêts courus à payer	8 178	10 981		3 859	23 018	28 704
TOTAL	339 330	2 745 813	143 802	375 564	3 604 509	2 827 805

5.2.4. Titres de créances émis

	31/12/2015	Augmentation	Diminution	30/06/2016
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	614 460	-	290 585	333 865
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
TOTAL	614 460	-	290 585	333 865

5.2.5. Provisions

Provisions	31/12/2015	Augmentation	Diminution	30/06/2016
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires				
Provisions pour autres risques et charges	4 786	-	890	3 896
TOTAL	4 786	-	890	3 896

Ventilation des provisions	31/12/2015	30/06/2016
Court terme	-	-
Long terme	4 786	3 896
TOTAL	4 786	3 896

NOTE 6 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/2016	31/12/2015
Engagements de financements et de garantie donnés	83 779	101 954
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit - bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	75 599	94 911
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés	75 599	94 911
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit - bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits données		
- Autres cautions, avals et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	8 181	7 042
- Garanties de crédits données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données	8 181	7 042
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	689 674	716 970
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	189 674	216 970
- Garanties de crédits	189 674	216 970
- Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues		

NOTE 7 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers de DH

	Notes	30/06/2016	30/06/2015
+ Intérêts et produits assimilés	7.1	87 538	71 183
- Intérêts et charges assimilées	7.1	(85 896)	(59 023)
MARGE D'INTERET		1 641	12 160
+ Commissions (produits)	7.2	67 309	73 397
- Commissions (charges)	7.2	(2 760)	(2 121)
MARGE SUR COMMISSIONS		64 549	71 276
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	7.3	65 531	27 741
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	7.4	44 534	19 721
+ Produits des autres activités	7.5	84 755	87 955
- Charges des autres activités	7.5	(9 554)	(11 100)
PRODUIT NET BANCAIRE		251 456	207 755
- Charges générales d'exploitation	7.6	(75 810)	(98 037)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	7.8	(6 406)	(6 187)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		169 241	103 531
Coût du risque	7.9	(16 483)	11 950
RESULTAT D'EXPLOITATION		152 758	115 481
+/- Quote - part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	7.10	(7)	61
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
RESULTAT AVANT IMPÔT		152 751	115 542
- Impôt sur les résultats	7.11	(48 970)	(39 640)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RESULTAT NET		103 781	75 902
Intérêts minoritaires			
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		103 781	75 902
Résultat de base par action (en dirhams)	7.12	20,76	15,18
Résultat dilué par action (en dirhams)	7.12	20,76	15,18

	30/06/2016	30/06/2015
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		
RESULTAT NET	103 781	75 902
Écarts de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	6 819	(2 413)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote - part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		
Impôts		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	6 819	(2 413)
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	110 601	73 489
Dont Part du Groupe	110 601	73 489
Dont Part des minoritaires		

7.1. Marge d'intérêt

	30/06/2016	30/06/2015
Sur opérations avec les établissements de crédits	831	2 372
Sur opérations avec la clientèle	58 082	31 450
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	27 886	37 361
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	-	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	738	-
Produits d'intérêt	87 537	71 183
Sur opérations avec les établissements de crédits	7 185	8 864
Sur opérations avec la clientèle	66 595	36 738
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Sur dettes représentées par titres	11 897	13 124
Sur dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	186
Autres intérêts et produits assimilés	219	111
Charges d'intérêt	85 896	59 023

7.2. Commissions

	Produits	30/06/2016 charges	Net	Produits	30/06/2015 charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits		191	-191			
Sur opérations avec la clientèle	63 287	2 556	60 731	59 620	2 591	57 029
Sur opérations sur titres				5		-5
Sur opérations de change						
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan						
Prestations de services bancaires et financiers	4 022	13	4 009	13 777	-475	14 252
- Produits nets de gestions d'OPCVM	1 622	6	1 617	4 652		4 652
- Produits nets sur moyens de paiement	3	-3	-	3	-3	-
- Autres	2 400	5	2 395	9 125	-478	9 603
Produits nets des commissions	67 309	2 760	64 549	73 397	2 121	71 276

7.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2016	30/06/2015
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	52 679	26 451
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	(5)	-
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés	12 857	1 290
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	65 531	27 741

7.4. Résultat sur actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2016	30/06/2015
Dividendes reçus	13 565	485
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs disponibles à la vente	30 968	19 236
Dépréciation durable		
Reprise de dépréciation		
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la juste valeur des actifs financiers à la vente lorsque l'élément couvert est cédé		
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	44 533	19 721

7.5. Résultat des autres activités

	30/06/2016	30/06/2015
Produits de la promotion immobilière	1 406	11 651
Produits sur opérations de location simple		75
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	73 795	65 130
Produits et charges nets des autres activités	75 201	76 856

7.6. Charges générales d'exploitation

	30/06/2016	30/06/2015
Charges de personnel	51 367	56 454
Impôts et taxes	1 999	2 172
Services extérieurs et autres charges	22 443	39 411
Charges d'exploitation	75 809	98 037

7.7. Effective fin de période

	30/06/2016	30/06/2015
Employés	15	13
Cadres	213	217
Total	228	230

7.8. Amortissement et dépréciation des immobilisations

	30/06/2016	30/06/2015
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	3 703	2 916
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	2 702	3 271
Dotations aux provisions pour dépréciation	-	-
Total	6 406	6 187

7.9. Coût du risque

	30/06/2016	30/06/2015
Dotations aux provisions	16 022	1 541
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	272	1 541
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions pour risques et charges	15 750	
Reprise de provisions	302	13 491
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	302	2 491
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions pour risques et charges		11 000
Variation des provisions	15 721	-11 950
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	762	
Récupérations sur prêts et créances amorties		
Autres pertes		
Coût du risque	16 483	-11 950

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2014	500 000			677 017	10 769	1 187 784	7 300	1 195 086
Changement de méthodes comptables								
Autres variations								
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2014	500 000			677 017	10 769	1 187 784	7 300	1 195 086
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				(120 000)		(120 000)		(120 000)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre 2015				173 859		173 859		173 859
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)					(7 700)	(7 700)		(7 700)
Écarts de conversion : variations et transferts en Résultat (F)								
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					(7 700)	(7 700)		(7 700)
Variation de périmètre							(7 300)	(7 300)
Autres variations								
Capitaux propres clôture 31 décembre 2015	500 000			730 121	3 069	1 233 190	-	1 233 190
Changement de méthodes comptables								
Autres variations				4 205		4 205		4 205
Capitaux propres clôture 31 décembre 2015	500 000			734 326	3 069	1 237 395		1 237 395
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				(120 000)		(120 000)		(120 000)
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2016				103 781		103 781		103 781
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)					6 819	6 819		6 819
Écarts de conversion : variations et transferts en Résultat (F)								
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					6 819	6 819		6 819
Variation de périmètre								
Autres variations								
Capitaux propres clôture 30 Juin 2016	500 000			718 107	9 888	1 227 995		1 227 995

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

FLUX DE TRESORERIE	30/06/2016	31/12/2015
1. Résultat avant impôts (A)	237 751	265 763
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6 406	13 174
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions	290	(9 819)
6. +/- Quote -part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(65 531)	(63 739)
9. +/- Autres mouvements	11 659	(51 181)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	(47 176)	(111 565)
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(1 099 741)	(14 418)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	826 085	(368 377)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 970 520	(255 547)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(1 110 501)	848 772
15. - Impôts versés	(54 300)	(85 745)
16. = Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	532 063	124 685
17. FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	722 638	278 882
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(5 372)	(18 792)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(5 372)	(18 792)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(120 000)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)		(120 000)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)	717 266	140 090
COMPOSITION DE LA TRESORERIE	30/06/2016	31/12/2015
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	278 137	133 023
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	172 144	7 764
29. Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	105 993	125 259
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	995 403	273 113
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	849 357	180 744
32. Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	146 046	92 369
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	717 266	140 090

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : activités financières.

NOTE 11 : PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2012 à 2015 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 12 : GESTION DES RISQUES

I. PRESENTATION DU PROFIL DES RISQUES :

La typologie des risques retenue par CDG Capital évolue au rythme du développement de l'activité et des exigences réglementaires. La gestion des risques s'articule autour des principales catégories suivantes :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1. RISQUE DE CREDIT :

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel de l'évaluation de la qualité du crédit.

1-1 Politique et procédures d'octroi de crédit

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Ces normes s'accompagnent de procédures d'application détaillant de manière plus précise le rôle et les responsabilités de chaque intervenant dans la préparation des divers comités, leur déroulement et le suivi de leurs décisions.

Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficace de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit. A cet effet, CDG Capital dispose d'une méthode d'analyse du couple rendement/risque lié à chaque opération sollicitée, résultante principalement de l'indicateur de rentabilité ajusté par le risque (RAPM). Cet indicateur obéit aux règles détaillées dans le Charte relative au dispositif d'Allocation des fonds propres et de pilotage Rendement/Risque, en sa version de référence de juillet 2014.

L'organisation globale du processus d'octroi d'un engagement repose ainsi sur le dispositif interne de gestion des dossiers d'engagement, décliné au niveau des procédures suivantes :

- Procédure de mise en place des engagements de la clientèle ;
- Procédure de gestion des événements sur les engagements de la clientèle ;
- Procédure de gestion des garanties sur les engagements de la clientèle.

Ces procédures font également référence au Comité de Crédit ou « CdC » et au Comité des Grands Risques ou « CGR », en tant qu'instances décisionnelles en matière d'engagement.

Le CdC est une instance qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le CGR est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

1-2 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements :

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :

- o Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fond de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
- o Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
- o Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
- o Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier.
- o Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
- o Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.

- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

Ce reporting est produit à fréquence mensuelle et est destiné au management de la banque.

1-3 Système de notation interne de la CDG Capital :

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

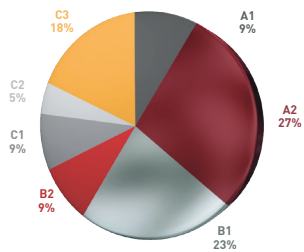
Elle représente l'un des instruments de détection de la dégradation ou de l'amélioration d'un risque lors des revues annuelles de portefeuilles. Elle n'a pas pour objectif de se substituer à une décision de prise d'engagement qui nécessite une analyse approfondie du profil de risque de la contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises.
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires.
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

o Focus sur le profil de notation des grandes entreprises :

En incluant les expositions crédit et marché (titres de créances, de propriété et engagement de change), la répartition des engagements de CDG Capital sur les grandes entreprises par profil de notation se présente au 30 juin 2016 comme suit :



Répartition des contreparties « Grandes Entreprises » par profil de notation au 30/06/2016 (en KDH)

On notera une prédominance des contreparties GE dont la notation est qualifiée « Investment Grade ». Elles correspondent ainsi aux notes internes A1 (9%), A2 (27%), B1 (23%), B2 (9%) représentant 68% des engagements GE.

o Traitements des créances sensibles :

L'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements assure l'identification, le suivi et la mise à jour des engagements sensibles auxquels la banque est exposée.

- L'identification des engagements sensibles s'opère essentiellement par les notations internes :

Nature engagement	Créances sensibles		Interprétation
	Classes de risque	Cotation	
Potentiellement Sensible	C1	Sain mais sensible	Qualité de risque volatile et vulnérable
Engagements sensibles (Liste de surveillance rapprochée)	C2	Sensible	Qualité de crédit faible
	C3	Très sensible	Risque élevé à la limite du défaut / crédit douteux

o La révision des notations :

Cet exercice est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte. Il s'agit pour l'essentiel d'indicateurs de basculement de rating listés par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et nécessitant la modification de la note de signature validée initialement par le CdC.

Un facteur d'alerte est par définition un élément qui met en doute la crédibilité de la contrepartie et sa capacité à honorer ses engagements futurs. L'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements a ainsi identifiée trois niveaux d'alerte susceptibles de provoquer un basculement de note interne (cf. notice technique relative à la gestion des créances sensibles, en sa version de référence).

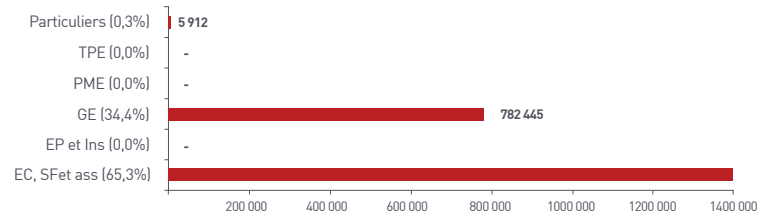
o Traitement du recouvrement :

Le processus de recouvrement de CDG Capital est porté par le Comité de recouvrement et du contentieux (CRC) créée en octobre 2012. Cette instance décisionnelle, animée par la Direction Juridique, examine :

- Les dossiers ayant enregistré un défaut de paiement au titre notamment des financements consentis (crédits impayés), des prestations (factures impayées) ou toute autre raison ou motif ;
- Les dossiers litigieux pour quelques motifs que ce soit ;
- Les provisions à constater.

1-4 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit :

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition au 30 juin 2016 :



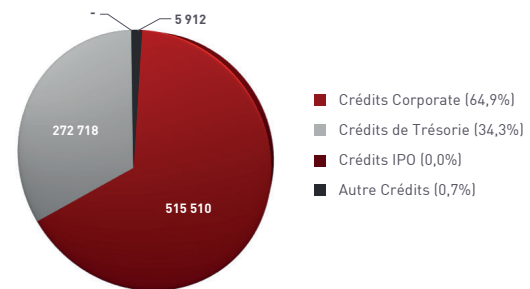
Répartition des engagements par classe de risque au 30/06/2016 (en KDH)

Il ressort de cette répartition une forte concentration des engagements sur deux profils de risques :

- Les grandes entreprises principalement via des crédits à l'équipement. Ces contreparties représentent 34% des engagements globaux de la banque.
- Les établissements de crédits, sociétés de financement et assimilées via essentiellement de prêts JJ (MAD et devises) / Rev Repo (MAD). Au 30 juin 2016, ils représentent 65% des engagements globaux portés par les activités de Salle des Marchés de CDG Capital.

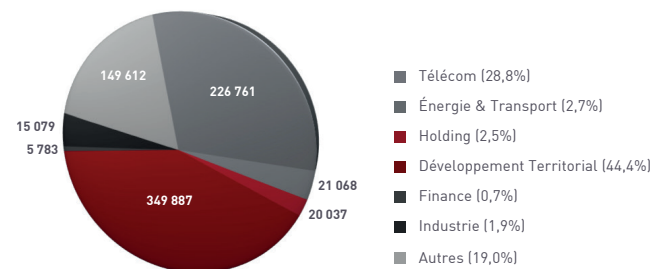
On note également l'absence structurelle de crédits accordés aux particuliers et aux contreparties PME-TPE.

Hors classification prudentielle, le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie. La situation des engagements au 30 juin 2016 a été marquée par une prédominance structurelle des crédits corporate :



Répartition des engagements « activité de crédit » au 30/06/2016 (en KDH)

Pour ce qui est de la répartition par secteur d'activité des encours bilanciaux, CDG Capital est exposé aux secteurs repris ci-dessous :



Répartition des crédits par secteurs d'activité au 30/06/2016 (en KDH)

1-5 Dispositif de couverture des risques :

o Evaluation et analyse des garanties :

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve confrontée, la DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement, notamment lorsque la contrepartie est notée en « Non Investment Grade », il permet de cadrer les aspects suivants :

- Dresser la liste des garanties habituellement retenues par CDG Capital en couverture des engagements qui lui sont présentés ;
- Définir les grandes lignes de la politique de CDG Capital en matière de prise de garanties ;
- Présenter la méthodologie de calibrage des montants des sûretés financières ainsi que les bonnes pratiques de la place bancaire, en la matière ;
- Présenter la méthodologie d'évaluation (stress) des garanties détenues par la banque

o Techniques de réduction du risque de crédit :

Les techniques de réduction du risque sont dictées principalement par la réglementation en vigueur et sont couramment utilisées au sein de CDG Capital. Elles sont concernées par deux catégories : les sûretés réelles et personnelles.

La sûreté réelle étant une sûreté ou affectation en garantie équivalente ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu du droit de l'établissement assujéti, en cas de défaut ou d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie, de liquider, de conserver, d'obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs.

La sûreté personnelle étant une sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou d'autres événements spécifiques. A noter que le calibrage des montants à retenir en couverture de l'exposition en risque de la banque est effectué conformément à la procédure de gestion des garanties sur les engagements de la clientèle.

2. RISQUE DE CONTREPARTIE :

Le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

Ainsi, CDG Capital accorde une importance particulière au suivi de son exposition au risque de contrepartie afin de minimiser ses pertes en cas de défaillance. Ce suivi passe par un verrouillage renforcée de ces contrats cadres mais aussi à travers la tenue régulière d'un reporting interne dédié au risque de contrepartie.

Ce reporting est produit à fréquence mensuelle et est destiné exclusivement à la Direction Générale.

3. RISQUE DE CONCENTRATION :

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

Une synthèse de ce tableau de bord est adressée mensuellement à la Direction Générale, aux directions concernées et présentée à l'occasion de chaque Comité d'Audit et Conseil d'Administration.

Par ailleurs, le Comité de Crédit tient compte du risque de concentration dans son examen des différents dossiers d'engagement. Il valide également les dispositifs de limites internes sur les contreparties et examine les demandes de leur dépassement.

Au 30 juin 2016, aucune contrepartie n'excède les plafonds réglementaires fixés par Bank Al Maghrib et aucune concentration de risque sur des contreparties ne dépasse les plafonds internes groupe.

4. RISQUE SECTORIEL :

Le risque sectoriel mesure l'impact des conditions économiques et concurrentielles d'un secteur d'activité sur les créances ou sur l'activité de CDG Capital.

Ce risque est suivi moyennant des analyses sectorielles régulières produites et par la tenue fréquente d'un reporting interne dédié.

5. RISQUE PAYS :

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

6. RISQUE DE MARCHE :

Le risque de marché représente le risque de pertes liées à la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

Le contrôle et le suivi des risques de marché de CDG Capital s'articulent autour de quatre niveaux distincts mais complémentaires:

FRONT OFFICE	MIDDLE OFFICE	GESTION GLOBALE DES RISQUES	AUDIT INTERNE
Premier niveau de contrôle. Il lui incombe notamment la responsabilité du respect des orientations des stratégies d'investissement et des limites internes.	En charge du respect quotidien de la régularité des opérations ainsi que des limites d'exposition et intuitu personae fixées.	En charge de la calibration, de la mise à jour et suivi des limites internes, ainsi que du suivi des engagements. S'assure en outre que les positions prises sont toutes accompagnées d'autorisations formalisées. Réalise les mesures et stress tests nécessaires sur les positions de marché.	Sa contribution consiste à réaliser des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale ou du Comité d'Audit.

Le dispositif de contrôle et de surveillance des risques de marché mis en place permet de répondre aux exigences suivantes :

- Suivi permanent des positions et des résultats ;
- Contrôle des paramètres de marché utilisés dans le système d'information de la Salle des Marchés ;
- Définition des méthodes de valorisation et de mesure du risque ainsi que le calcul quotidien des indicateurs de risques de marché ;
- Suivi journalier du respect des limites établies pour chaque activité.

o Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché. L'indicateur VaR a été intégré dans la gestion opérationnelle des risques de marché à travers l'analyse de son évolution quotidienne, la fixation et le suivi de limites de VaR ainsi qu'un reporting hebdomadaire adressé à la Direction Générale et aux opérateurs de la Salle des Marchés. De surcroît, le modèle permet la réalisation de simulations dans le cadre du pilotage global du profil de risque de marché et du développement stratégique de l'activité.

o Dispositif des limites internes

Une répartition par produit des encours du portefeuille Global Market CDG capital à fin juin 2016 est donnée par le tableau ci-dessous :

Portefeuille Global Markets à fin décembre (en Millions)	
Action	4
OPCVM	20
Dettes publiques	400
Dettes privées	1 400
Change	40
Produits dérivés et structurés	640
Total	2 504

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites :

- Encours des portefeuilles ;
- VaR (globale et par portefeuille) ;
- Sensibilité ;
- Encours par émetteur (Corporate, Banques, Institutionnels et OPCVM) ;
- Limites réglementaires de change ;
- Limites par opérateur.

Le suivi des limites fait l'objet d'un état quotidien de la consommation des limites d'encours, de concentration des émetteurs, de VaR et de sensibilité aux taux d'intérêt adressé à la DGGR et aux responsables des lignes-métiers.

En outre, un flash hebdomadaire est communiqué à la Direction Générale illustrant les expositions aux risques de marché ainsi que les résultats dégagés par activité.

Enfin, un reporting trimestriel plus exhaustif, établi par le Middle Office et validé par la DGGR récapitule l'utilisation des limites notifiées à chaque activité et fait état des éventuels dépassements enregistrés. Le respect du dispositif de limites est garanti en permanence par le Front Office et contrôlé par le Middle Office.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

La mise à jour des limites internes est cadrée par une procédure interne décrivant la méthodologie et la démarche suivies pour la révision, la mise en place ou la suppression d'une limite. Ainsi, la revue du dispositif intervient à une fréquence annuelle ou à la demande de la Direction Générale, du Front Office ou de l'entité chargée de la gestion des risques.

o Dispositif de stress test et adéquatation des fonds propres

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

Calculés dans l'outil interne de VaR de CDG Capital, les stress tests visent à estimer la perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ceci s'appuie sur des scénarios historiques, des scénarios théoriques ou hypothétiques ainsi que des scénarios adverses:

- Les stress historiques consistent à reproduire des ensembles de variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, afin de simuler ex-post les ordres de grandeurs des variations de résultat enregistrés. Si ces jeux de stress n'ont aucun pouvoir prédictif, ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scénarios connus.
- Les stress hypothétiques consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de réaction d'un marché par rapport à un autre, en fonction de la nature d'un choc initial. La détermination des chocs est le fruit d'un travail de réflexion et de collaboration avec le front office et les gestionnaires de portefeuilles. Ces scénarios peuvent être définis en fonction de critères économiques, de considérations socio-politiques ou autres.
- Les stress adverses ont pour objectif de détecter les situations les plus défavorables pour la banque sur la base des caractéristiques de son portefeuille. Il s'agit de mettre en exergue les vulnérabilités des portefeuilles de CDG Capital parallèlement aux capacités de réaction ou d'ajustement dont elle dispose afin de permettre une prise de décision optimale.

Les différents scénarios de stress tests font l'objet de révisions régulières et leurs mises à jour sont validées dans le cadre du Comité de Gestion de Risques.

En outre, CDG Capital a engagé un chantier permettant de mesurer l'adéquation des fonds propres compte tenu du niveau de risque encouru dans le cadre des activités de marché de la banque. L'objectif étant de mesurer l'impact des scénarios de stress tests et d'identifier les actions à mettre en œuvre pour faire face aux pertes y afférentes afin de maintenir la solvabilité de la banque à des niveaux acceptables.

7. RISQUES STRUCTURELS DU BILAN :

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

De ce fait, la gestion du risque structurel de taux repose essentiellement sur l'analyse de la structure du bilan et du hors bilan par nature de taux (taux fixe/ taux variable), et vise la réduction du degré d'exposition aux variations du taux d'intérêt au vue de maîtriser la sensibilité sur le résultat prévisionnel et les fonds propres de la banque.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

Au 30 Juin 2016, les résultats de scénarios stress test, font ressortir qu'une variation à la hausse des taux de 200 bps impliquerait une appréciation de 1% du PNB prévisionnel de CDG Capital sur un horizon de 12 mois et une perte de 0,2% des fonds propres sur un horizon de 20 ans.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, outre son caractère réglementaire, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital a assuré le respect permanent de la limite réglementaire du LCR (moyenne de 434% sur le S1 2016).

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

8. RISQUES OPERATIONNELS

La gestion des risques opérationnels inhérents aux activités de CDG Capital repose sur un dispositif transversal nécessitant l'implication et la participation de tous les organes et métiers de la Banque. Ce dispositif mis en place, vise à identifier, mesurer et couvrir les risques opérationnels inhérents aux activités de la banque.

Conformément aux orientations de la politique de Gestion Globale des Risques, CDG Capital s'est dotée d'une Politique de Gestion des Risques Opérationnels. Cette politique formalise les rôles et assure l'implication de l'ensemble des acteurs en charge de la maîtrise et la gestion des risques opérationnels.

La gestion des risques opérationnels de la banque est matérialisée par le déploiement de dispositifs dédiés :

o Procédures opérationnelles

CDG CAPITAL dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

La définition des procédures et leur validation se base sur les meilleurs standard en la matière, ce qui assure une meilleure définition des tâches et une corrélation optimale avec les risques inhérents à chaque processus.

o Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
 - Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

9. PLAN DE CONTINUTE DE L'ACTIVITE (PCA)

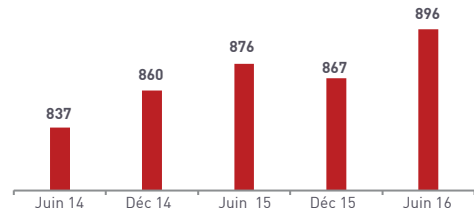
Dans la continuité des actions engagées en matière de gestion de risques opérationnels (basée sur les directives Bâle II), CDG Capital veille à identifier les risques opérationnels majeurs qui pourraient provoquer la perte d'activité, de fonction, de processus ou de services critiques et qui auraient des conséquences substantielles sur la continuité des opérations de l'établissement et/ou du système financier.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité. Depuis l'implémentation du PCA en 2013, CDG CAPITAL a mis en place un dispositif de maintien des conditions opérationnelles afin d'assurer la fiabilisation des installations et de pérenniser le bon fonctionnement du PCA.

II. GESTION DU CAPITAL :

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont fixées par les dispositions de la circulaire N° 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

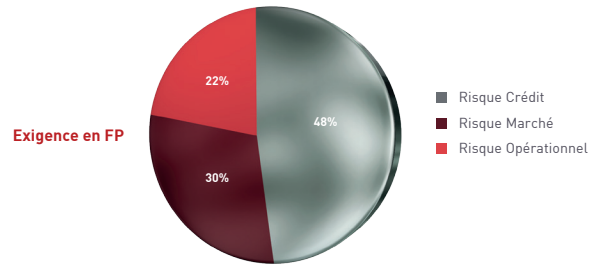
Compte tenu des dispositions transitoires, les fonds propres prudentiels de CDG Capital arrêtés au 30/06/2016 s'établissent à 896 Mdhs, et continuent d'assurer un coussin confortable en vue du maintien d'un bon profil de solvabilité.



Il est à signaler que les fonds propres de CDG Capital sont principalement constitués de fonds propres de base de catégorie 1.

L'exigence en fonds propres globale de CDG Capital couvre les risques de crédit, de marché et opérationnel, et elle est déterminée selon les approches suivantes :

- Approche avancée : au titre des risques de marché conformément aux dispositions de la circulaire N° 08/G/2010. CDG Capital procède au calcul de l'exigence marché via son modèle interne de Value at Risk homologué par Bank Al Maghrib en 2013.
- Approche Standard : au titre des risques de crédit conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006.
- Approche Indicateurs de base : au titre des risques opérationnels conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006.



L'exigence en fonds propres globale au titre du premier semestre de 2016 reflète principalement l'évolution des activités de marché au sein de CDG Capital, notamment le développement de la poche du change à terme et des produits dérivés.

Le ratio de solvabilité arrêté au 30/06/2016 atteint 27% (Tier one). CDG Capital possède ainsi un excellent profil de solvabilité et une marge encore plus significative de prise de risque.

III- SYSTEME DE CONTROLE PERMANENT :

LCDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels, impliquant ainsi la vigilance de l'ensemble des collaborateurs. Il est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

Le système de contrôle permanent est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca



101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca

GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2016

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG Capital et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1.227.995, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 103.781.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital arrêtés au 30 juin 2016, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 septembre 2016

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL



Kamal MOKDAD
Associé Gérant

CDG CAPITAL
GROUPE CDG